Mobiliser des ressources pour la justice climatique

dans le Pacifique, avec l'urgence et l'abondance qu'elle mérite

PAR ROCHELLE JONES

La région Pacifique est l'une des plus vulnérables au changement climatique : elle subit d'importantes pertes économiques, la perte de son identité et des savoirs autochtones et, dans de nombreux cas, la disparition d'îles entières.

À l'approche de la COP31[1] (qui sera accueillie par la Turquie du 9 au 20 novembre), l'organisation Pacific Island Students Fighting Climate Change (PISFCC) a lancé « Witness Stand 2.0 ». S'appuyant sur son projet initial Witness Stand, cette petite organisation menée par des jeunes recueille des témoignages de communautés du Pacifique et d'ailleurs afin de fournir des preuves irréfutables des dommages climatiques. Trente et un ans après la première COP à Berlin, les preuves ne cessent de s'accumuler.

Les économies des îles du Pacifique sont en général de petite taille et dépendent de la pêche, du tourisme et des transferts de fonds des diasporas. Tous les secteurs de la région sont désormais gravement menacés par le changement climatique, mais c'est aussi la région qui a toujours lutté, et continue de lutter, avec le plus de détermination pour la survie de ses peuples.

Ces voix ont nécessairement une grande portée.

Par exemple, c'est le Pacifique, sous l'impulsion de la République des Îles Marshall, qui a porté l'appel « 1,5 pour rester en vie », lequel a trouvé un écho plus large dans l'Accord de Paris, qui vise à maintenir la hausse des températures mondiales bien en deçà de 2 degrés.

Tuvalu s'est proclamé la première nation numérique, car il est menacé de déplacement en raison du changement climatique. En recréant ses terres sous forme numérique, en archivant sa culture et en numérisant son gouvernement, Tuvalu entend « continuer d'exister en tant que nation même lorsque ses terres auront disparu ». On pourrait presque croire à un récit de science-fiction, et pourtant, aussi incroyable que cela paraisse, c'est bien la réalité.

La justice climatique est une question féministe

Les liens entre les mouvements féministes et environnementaux sont anciens, mais complexes. Le terme « écoféminisme », par exemple, met en lumière la relation entre les femmes et la nature, et la manière dont toutes deux ont été (et continuent d'être) subordonnées et contrôlées par les systèmes patriarcaux et capitalistes. Mais si l'étiquette occidentale « écoféminisme » date des années 1970,[2] la pratique, elle, existe depuis des millénaires, sous la forme de la gestion et de la souveraineté exercées par les communautés autochtones du monde entier sur leurs terres et leurs océans. L'écoféminisme contemporain, lui, a évolué vers une approche plus intersectionnelle. Dans le Pacifique, le concept « féminismes de l'océan » est un cadre d'analyse émergent. Aujourd'hui, à mesure que le changement climatique en apporte des preuves toujours plus nombreuses, il est largement admis par les mouvements féministes et de défense des droits des femmes,[3] ainsi que par les gouvernements du Pacifique et les Nations Unies, que le changement climatique touche les femmes de manière disproportionnée et qu'elles jouent un rôle clé dans les efforts de justice climatique.

La crise climatique exige les mêmes changements systémiques que ceux que les féministes réclament depuis longtemps. Il ne s'agit pas d'enjeux distincts, ils sont directement liés aux mêmes systèmes : le patriarcat, le capitalisme et le colonialisme.

Dans tout le Pacifique, des femmes et des personnes de genres divers sont en première ligne pour s'attaquer aussi bien aux causes qu'aux conséquences du changement climatique. Elles agissent à plusieurs niveaux : au sein de leurs familles et de leurs communautés, aux prises avec la salinisation des sources d'eau, la destruction des terres agricoles et des événements météorologiques extrêmes tels que les cyclones ; dans les mouvements féministes et de défense des droits des femmes, où elles collaborent et élaborent des stratégies ensemble ; et en menant des actions de plaidoyer sur la scène internationale. Par exemple, le PISFCC, le gouvernement du Vanuatu et World's Youth for Climate Justice (WYCJ) ont été à l'origine de la démarche qui a conduit à l'avis consultatif, désormais célèbre, de la Cour internationale de justice (CIJ), rendu en juillet 2025 et salué comme une victoire historique pour la justice climatique : « Les États ont l'obligation juridique, en vertu des traités internationaux sur le climat et l'environnement ainsi que du droit international des droits de l'homme et du droit international coutumier, de prévenir et d'atténuer les dommages liés au climat. »[4] Sept des treize délégations étaient dirigées ou représentées par des femmes, et trois pays comptaient des équipes exclusivement féminines.[5]

Le Pacific Feminist Fund (PFF) est conscient que le changement climatique n'est pas neutre sur le plan du genre. Dans le Pacifique, les femmes sont le plus souvent les gardiennes de la culture, de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau. Fonds féministe régional piloté depuis le Pacifique, qui soutient des groupes de femmes et de féministes de toute la région que les bailleurs traditionnels ignorent souvent, le PFF voit les deux faces du problème. Alors que les effets du changement climatique touchent de manière disproportionnée les femmes, les minorités de genre, les peuples autochtones et d'autres groupes marginalisés, il est frustrant de constater que ces groupes restent négligés en matière de financement.

---

[1] Placée sous l'égide de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Conférence des Parties (COP) est un sommet mondial crucial sur le climat, où l'avenir de notre planète vivante est discuté, débattu et tranché chaque année depuis 1995.

[2] Terme introduit par l'autrice française Françoise d'Eaubonne dans son livre de 1974 Le Féminisme ou la Mort. https://www.francoise-d-eaubonne.org/en/2022-feminism-or-death/

[3] Voir par exemple : https://divafiji.org/join-us-and-support-the-pacific-feminist-defending-the-living-planet-campaign/ ; https://iwda.org.au/gender-and-climate-justice-why-the-climate-crisis-demands-systemic-change/ ; et https://theecologist.org/2021/dec/10/racial-capitalist-climate-patriarchy

[4] https://www.minterellison.com/articles/what-the-icj-advisory-opinion-on-climate-change-means-for-australian-directors

[5] Naidu, Kavita. 2026. Rapport commandé par le Pacific Feminist Fund : Engagement Strategy on Climate and Gender in occupied territories of Mā'ohi Nui (French Polynesia), Kanaky (New Caledonia), West Papua, Guåhan (Guam) and the Commonwealth of the Northern Mariana Islands.

Débloquer davantage de ressources pour l'action climatique féministe et menée par des femmes dans le Pacifique

Les mouvements féministes et de défense des droits des femmes et les mouvements pour la justice climatique du Pacifique fonctionnent souvent en silos : ils s'impliquent séparément dans des espaces « féministes » ou « climat/environnement ». L'action climatique féministe et menée par des femmes dans le Pacifique est gravement sous-financée et, lorsque des financements existent, ils ne bénéficient qu'à un petit nombre d'organisations de défense des droits des femmes de la région. Moins d'un pour cent des financements philanthropiques consacrés au climat parvient jusqu'aux actions menées par des femmes en faveur de l'environnement et de l'accès aux ressources, et moins d'un pour cent de l'ensemble des financements philanthropiques mondiaux est consacré au genre et à l'environnement.

La stratégie de financement du PFF en matière de justice climatique et environnementale (JCE) est née de ce constat. La stratégie est synergique : elle consiste, d'une part, à influencer et à bousculer l'écosystème de financement afin d'accroître le flux de ressources flexibles vers les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme qui œuvrent pour la justice climatique et environnementale dans la région ; et, d'autre part, à apporter un financement direct et un accompagnement pour soutenir et amplifier le travail de ces groupes et mouvements.

Le PFF souhaitait s'assurer de pouvoir soutenir des groupes qui mènent déjà un travail essentiel de JCE dans la région et a obtenu en 2025 une subvention de trois ans pour financer cinq organisations partenaires travaillant sur la JCE. Le PISFCC a été identifié comme partenaire, aux côtés du Pacific Islands Climate Action Network (PICAN), de DIVA for Equality, du Pacific Network on Globalisation (PANG) et de DAWN. Ces organisations sont déjà très impliquées dans le plaidoyer au sein des espaces régionaux et mondiaux consacrés au climat et à l'environnement, comme la COP31, et sont ancrées dans les communautés locales et auprès de leurs membres dans tout le Pacifique, qui nourrissent leur travail.

Par exemple, les 17 demandes urgentes des féministes du Pacifique pour la défense de la planète vivante tracent une feuille de route claire pour la justice écologique, économique, de genre et sociale, portée par les mouvements féministes du Pacifique à travers DIVA for Equality et ses partenaires. Élaborées en 2025, mais issues d'un travail engagé dès 2014 par le mouvement féministe, ces demandes sont mobilisées du niveau local au niveau mondial, et ont influencé la transposition du Plan d'action de Belém de la CCNUCC sur le genre dans le Pacte du Pacifique pour le genre et l'action climatique lors de la 55e Réunion des dirigeants des îles du Pacifique, à Palau. Ces demandes serviront d'outil de plaidoyer lors de la première Conférence sur le genre et la réduction des risques de catastrophe, en Turquie en novembre, ainsi que lors de la première Journée du Pacifique de la Constituante Femmes et Genre à la COP31, le 17 novembre. Elles ont récemment été traduites[6] en iTaukei, en hindi, en hindi fidjien (Fiji Baat), en rotuman, en français et d'autres traductions dans des langues du Pacifique sont prévues.

« Nous voulons des subventions, pas des prêts. Payez, pays industrialisés, et cessez de financer les énergies fossiles ! Mettez aussi des fonds intégrant le genre à la disposition des groupes féministes et des organisations de terrain. Nous travaillons avec si peu de fonds et de ressources. REDIRIGEZ L'ARGENT ! (Nous savons qu'il est là.) »[7]

La première Rencontre sur l'état de l'océan Pacifique 2026, organisée par PANG en juin, a réuni des organisations de la société civile régionales, des dirigeants du Pacifique, des dirigeants autochtones et des experts techniques autour de la Journée mondiale de l'océan, pour un dialogue visant à « répondre aux pressions environnementales, économiques et géopolitiques croissantes qui menacent la souveraineté et les ressources de la région du Pacifique ». La déclaration finale appelle à replacer au centre les modes de vie et de pensée océaniens, à rejeter l'exploitation minière des grands fonds marins et à bâtir un avenir du Pacifique fondé sur la paix et la démilitarisation, entre autres demandes.

DAWN a élaboré la série de notes d'orientation La paix assiégée sous les mers, qui rassemble ses recherches et analyses sur l'exploitation minière des fonds marins et la militarisation de l'océan.

En amont de la COP31, plusieurs rassemblements ont eu lieu à Fidji et Tuvalu en septembre et octobre. Ils ont constitué des moments décisifs pour élaborer une position collective et non négociable du Pacifique lors des réunions de la pré-COP31 et les cinq organisations partenaires y ont joué un rôle clé. Aux côtés du PICAN et d'autres partenaires régionaux, PANG est un membre de premier plan de l'Alliance des organisations non gouvernementales régionales du Pacifique (PRNGO), qui a publié « L'Appel de Funafuti pour la justice climatique », issu des discussions du Dialogue régional de la société civile pour les voix du Pacifique (organisé en septembre à Funafuti, à Tuvalu).

Sur cette lancée, le PICAN a également présenté les Demandes du Pacifique pour la justice climatique 2026 à l'issue d'une consultation menée auprès de son réseau de plus de 290 organisations membres, lesquelles « exposent les positions que nos membres portent auprès de la CCNUCC, du Forum des îles du Pacifique et des autres espaces où se prennent les décisions qui concernent notre région ». Résumées dans les « Cinq lignes rouges pour 1,5 °C », ces demandes sont réexaminées et enrichies chaque année par les organisations de la société civile du Pacifique afin de présenter un front uni dans les négociations climatiques. Les demandes 2026 ont été lancées lors des réunions de la pré-COP31 à Fidji, en présence de ministres et de négociateurs internationaux.

Le document final officiel de la pré-COP31, la Déclaration de Taku Pakasoa, reprend plusieurs de ces priorités régionales essentielles et servira de mandat régional officiel à la COP31. Il s'agit d'« une déclaration politique dont le titre signifie "la force dans l'unité" en tuvaluan. Le document a réaffirmé les priorités du Pacifique, notamment le besoin de financement et le rôle central de l'océan pour résoudre les problèmes climatiques ».[8]

Pendant ce temps, le PISFCC a installé son stand « La barre des témoins » lors des réunions de la pré-COP31 à Fidji et y a présenté en avant-première des extraits de All Rise!, un nouveau film consacré à la réussite de la campagne devant la CIJ. Le PISFCC illustre comment une petite organisation du Pacifique, dont la voix porte, peut obtenir un résultat transformateur pour la planète devant la CIJ. Débloquer davantage de financements pour des actions de justice climatique et environnementale comme celles évoquées ci-dessus sera déterminant, alors que le Pacifique poursuit sa route dans une crise climatique qu'il n'a pas provoquée.

Et ce qui se passe dans le Pacifique a des répercussions sur l'écosystème fragile de la planète tout entière. Lorsque le profond respect des peuples du Pacifique pour un océan et un environnement sains, ainsi que leurs savoirs et leur dépendance à l'égard de ceux-ci, inspirent confiance et bénéficient de financements, l'avenir de notre planète devient bien plus radieux.

---

[6] *Cliquez sur ce lien pour accéder aux copies traduites : https://tinyurl.com/3jxvskm4*

[7] *Demande n° 5 des « 17 demandes urgentes ».*

[8] *Early, Catherine. 2026, "Pacific 'Pre-COP' draws attention to islands plight'", Dialogue Earth, 30 octobre, https://dialogue.earth/en/climate/pacific-pre-cop-draws-attention-to-islands-plight/*

Source de la photo : *PANG - universitaires du Pacifique lors de la Rencontre sur l'état de l'océan Pacifique*